



GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 27 juillet 2015

BOUSSOIS Sébastien. *L'accord iranien sur le nucléaire, une révolution géopolitique pour la région et pour le monde*, Note d'Analyse du GRIP, 27 juillet 2015, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1792>



NOTE D'ANALYSE

L'accord iranien sur le nucléaire, une révolution géopolitique pour la région et pour le monde

Par Sébastien Boussois

27 juillet 2015

Résumé

Face à la montée des périls au Moyen-Orient, face au risque nucléaire régional, la communauté internationale a compris qu'il valait mieux faire de l'Iran un allié plutôt qu'un ennemi. Les alliés traditionnels des États-Unis – Israël, Arabie saoudite et pays du Golfe en tête – s'inquiètent d'un potentiel retour en grâce de leur ennemi perse. Avec la signature le 14 juillet 2015 de l'accord sur le nucléaire iranien, se tourne probablement pour un long moment une page douloureuse de l'histoire des relations entre le monde occidental et cette région. La transformation complète des relations qui pourrait s'opérer entre l'Iran et le reste du monde pourrait avoir autant d'importance que la main tendue par le président Nixon à Pékin en 1972. Et l'on sait aujourd'hui où cela a mené la Chine.

Abstract

Nuclear agreement with Iran, a geopolitical revolution for the Middle-East and for the world

Faced with the rise of the dangers in the Middle East, and with the nuclear risk in this region, the international community understood that it was better to turn Iran into an ally rather than an enemy. The traditional US allies – Israel, Saudi Arabia and the Gulf countries in the first place – are worried to see their Persian enemy potentially come back into. The signature on July 14th 2015 of the agreement on Iranian nuclear power, turns over a painful page of History in the relations between the West and the Middle East. The new relations which could take place between Iran and the rest of the world could be as important as was the hand extended by President Nixon to China in 1972. And today we know where this led China.

Introduction

Vienne, le 14 juillet 2015,

Le groupe E3/UE+3 (la Chine, les États-Unis et la Fédération de Russie ; l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, avec la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité) se félicitent de ce plan d'action global conjoint historique, qui garantira le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien et marquera un changement fondamental de l'approche à l'égard de cette question. Les parties s'attendent à ce que la mise en œuvre intégrale de ce plan contribue à la paix et à la sécurité à l'échelle régionale et internationale.

Extrait de la préface du *Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*¹

Lorsque l'on avait fait dire à tort à Malraux dans les années 1960 que le XXI^e siècle serait religieux ou ne serait pas², il ne savait pas encore que trois événements majeurs dans le monde donneraient une impulsion durable dans ce sens avant même les dérives prophétiques que nous connaissons aujourd'hui : l'arrivée de la droite israélienne nationaliste et religieuse au pouvoir en 1977 va redéfinir les cartes nationales sur le terrain palestinien avec la colonisation, l'élection du pape Jean Paul II et son rôle dans l'effondrement du communisme, et la révolution islamique de 1979 en Iran. C'est l'islamologue Gilles Kepel qui avait souligné cette étrange concomitance dans son ouvrage paru en 1991, *La revanche de Dieu*³. Le monde s'inquiéta uniquement de la révolution de Khomeiny et depuis 35 ans, l'Iran s'est retrouvé au ban des nations. L'ancienne et grande civilisation perse, située dans le *heartland* moyen-oriental, qui avait toujours joué un rôle politique majeur dans le monde, allait se retrouver marginalisée et considérée comme l'un des plus grands dangers sur la planète. Les soupçons qui pesaient sur la volonté de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire (soupçon numéro un), voire d'en user (soupçon numéro deux encore plus incertain) via son programme civil, ont probablement crispé Téhéran, qui n'aurait eu à terme aucun intérêt majeur à se doter d'une arme d'une telle envergure. Cela paraissait trop visible, trop évident : l'Iran aurait été rayé de la carte avant même d'en user. Mais la réalité du monde à l'égard de l'Iran était autre : les inquiétudes étaient là depuis la fin des années 1950.

Soixante ans après le Manifeste anti-nucléaire d'Albert Einstein et Bertrand Russell⁴, l'accord signé le 14 juillet 2015 à Vienne, au siège de l'Agence internationale pour

1. Le texte complet de l'accord et l'ensemble de ses annexes sont disponibles sur le site du [Service européen pour l'action extérieure](#)

2. Il avait en réalité tenu les propos suivants : « *On m'a fait dire que le XXI^e siècle sera religieux. Je n'ai jamais dit cela bien entendu, car je n'en sais rien. Ce que je dis est plus incertain, mais je n'exclus pas la possibilité d'un événement spirituel à l'échelle planétaire.* »

3. Kepel Gilles, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Le Seuil, « Points », 1991, 282 p.

4. Voir Luc Mampaey, [Remember your humanity, and forget the rest](#), Éclairage du GRIP, 9 juillet 2015, Bruxelles.

l'énergie atomique (AIEA) – dont l'objectif est depuis 1957 de promouvoir l'utilisation pacifique du nucléaire et de faire respecter le Traité de non-prolifération nucléaire – met un terme à des décennies de spéculations sur ce que l'Occident considérait comme l'une des principales menaces pour la paix dans le monde.

Face à la montée des périls au Moyen-Orient, face au risque nucléaire régional, la communauté internationale a compris qu'il valait mieux faire de l'Iran un allié qui pourrait jouer un rôle majeur de médiateur, lui qui a toujours rêvé d'un leadership local. Les alliés traditionnels des États-Unis – Israël, Arabie saoudite et pays du Golfe en tête – s'inquiètent d'un potentiel retour en grâce de leur ennemi perse. Or, Israël, par exemple, était allié à l'Iran contre l'Irak lors de la première guerre du Golfe de 1980 à 1988, preuve que les alliances se font et se défont selon la raison d'État et les intérêts nationaux. Avec la signature, le 14 juillet dernier, de l'accord sur le nucléaire iranien, se tourne probablement pour un long moment une page douloureuse de l'histoire des relations entre le monde occidental et le Moyen-Orient. La transformation complète des relations qui pourrait s'opérer entre l'Iran et le reste du monde pourrait avoir autant d'importance que la main que le président Nixon a tendue à la Chine en 1972. Et l'on sait où cela a mené la Chine. Comme le dit Pascal Boniface, directeur de l'IRIS dans une interview au *Nouvel Observateur*⁵, le 14 juillet dernier : « *Ce ne sont pas que des pays occidentaux qui ont négocié avec l'Iran mais également la Chine et la Russie, qui n'avaient pas plus envie de voir Téhéran se doter de l'arme nucléaire. Pour une fois, on n'a pas confondu communauté internationale et communauté occidentale. Cela a payé.* » Et si l'Iran se retrouvait dans quelques années du côté des négociateurs face à de futures menaces ?

1. Un accord historique entre l'Iran et le reste du monde

À l'issue de 18 jours de négociations intenses, Mohammad Javad Zarif, le ministre iranien des Affaires étrangères, déclarait lui-même à un correspondant israélien du site *Al-Monitor* depuis le balcon du Palais Coburg, à Vienne, que désormais « *le monde avait changé* »⁶, à l'issue de cet accord. Signé dans la capitale autrichienne pour mettre fin à douze ans de négociations entre Téhéran et la communauté internationale (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, plus l'Allemagne et l'Union européenne), l'accord prévoit donc une limitation des capacités nucléaires iraniennes pour les quinze ans à venir, un renforcement des contrôles en échange de la levée des sanctions et le dégel progressif des avoirs iraniens à l'étranger. Il entraînera un réchauffement des relations avec les États-Unis et la reprise des missions économiques de nombreux pays du monde entier en Iran.

5. Pascal Boniface, « [Iran : oui, cet accord sur le nucléaire est historique. C'est le triomphe de la diplomatie](#) », *L'OBS*, 14 juillet 2015.

6. Ali Hashem, « [Zarif after deal: 'The world has changed'](#) », *Al-Monitor*, 15 juillet 2015.

D'un point de vue financier, une première conséquence : depuis l'accord, avec le retour envisagé de l'Iran sur le marché, le baril de Brent voyait son cours descendre jour après jour devant l'augmentation de l'offre à venir⁷.



Les sites nucléaires iraniens. Source : AIEA et AFP

1.1. L'essentiel de l'accord

Le préambule du texte précise d'emblée l'essentiel des engagements respectifs des parties pour parvenir à un règlement durable de la question nucléaire, dans un contexte où déjà trois puissances dans la région disposent de l'arme nucléaire de manière illégale : Israël, l'Inde et le Pakistan. Tout y est mentionné en quelques lignes :

« L'Iran réaffirme qu'en aucun cas il ne cherchera à se doter ou développer quelque arme nucléaire que ce soit. Conformément aux considérations scientifiques et

économiques du JCPOA⁸, cela lui permettra d'avancer avec un programme nucléaire exclusivement pacifique, et ce en vue de construire une confiance et une coopération internationale encourageantes »⁹. Il s'agit bien sûr d'un processus qui devra être respecté à la lettre afin qu'il ne soit pas remis en cause.

1.2. Une procédure stricte de contrôle du nucléaire civil iranien

L'accord donne un détail très précis du processus, des échéances à respecter et de la manière dont le contrôle international sur l'enrichissement de l'uranium à des fins uniques de nucléaire civil devra s'opérer. Dans l'alinéa A-2, il explique les fondamentaux : « L'Iran commencera l'élimination progressive de ses centrifugeuses IR-1 dans dix ans. Pendant cette période, l'Iran limitera sa capacité d'enrichissement à Natanz pour un total de 5 060 centrifugeuses IR-1 (contre plus de 19 000 actuellement). Les centrifugeuses au-delà de ce nombre et leurs infrastructures liées à l'enrichissement seront stockées et placées sous un régime de monitoring par l'AIEA ».

Les alinéas A-3 et A-4 du texte précisent la procédure : « L'Iran continuera ses activités dans le domaine de la recherche et du développement sur l'enrichissement de sorte qu'il n'y ait pas d'accumulation de l'uranium enrichi. Cette recherche sur les dix prochaines années en ce qui concerne l'enrichissement de l'uranium ne sera

7. « [Le baril de pétrole décroche après l'accord sur l'Iran](#) », Les Échos, 14 juillet 2015.

8. [Joint Comprehensive Plan of Action](#) (JCPOA), Vienne, 14 juillet 2015.

9. Alinéas III et IV.

effectuée qu'en utilisant les centrifugeuses IR-4, IR-5, IR-6 et IR-8 comme stipulé en annexe 1. L'Iran n'entreprendra pas d'autres programmes de recherche sur les technologies de séparation des isotopes de l'uranium. L'Iran continuera ses essais sur les centrifugeuses IR-6 et IR-8 et commencera ses essais sur un nombre de centrifugeuses ne dépassant pas 30 (...) Puisque l'Iran commencera l'élimination progressive des centrifugeuses IR-1, il s'abstiendra de la production et l'assemblage d'autres centrifugeuses et remplacera des centrifugeuses inopérables avec des centrifugeuses du même genre. L'Iran ne produira des centrifugeuses avancées qu'à des fins définies dans le JCPOA. À partir de la huitième année et tel que décrit en annexe 1, l'Iran procédera à la production d'un nombre spécifique de centrifugeuses IR-6 et IR-8 sans rotatives et entreposera toute les machines ainsi produites à Natanz sous la surveillance continue de l'AIEA. »

Pendant les dix années à venir, l'Iran devra donc se mettre en conformité avec les standards internationaux fixés par l'AIEA et ne pas contourner ses engagements comme il put le faire par le passé : un taux d'enrichissement de l'uranium qui ne devra pas dépasser les 3,67 %, un enrichissement produit uniquement dans le complexe de Natanz et un stock d'uranium enrichi limité à 300 kilos. Si jamais le pays disposait de surplus, il devrait le vendre à l'international. L'Iran a fait énormément de concessions avant les négociations : sur le nombre de centrifugeuses (diminué de 66 %), sur ses réserves d'uranium enrichi (de 10 000 kg à donc 300 kg), sur le degré d'enrichissement (3,67 % alors que peu de gens espéraient que l'Iran accepte de descendre en dessous de 5 %.) Malheureusement, à ce stade, personne ne sait ce qui se passera au-delà des dix années programmées.

1.3. La fin progressive des sanctions

L'accord du 14 juillet 2015 a conduit au vote d'une résolution présentée au Conseil de sécurité des Nations unies le 20 juillet 2015, laquelle entérine définitivement le texte par la résolution 2231 (2015) et annule les sept résolutions précédentes cadrant les sanctions contre l'Iran depuis 2006 : c'est-à-dire les résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008), 1929 (2010) et 2224 (2015)¹⁰. Certains soulevaient le risque que le Congrès américain, qui a 60 jours pour se prononcer, s'oppose au texte alors que le président Obama a besoin d'un tiers de son soutien et les deux tiers donc contre son veto. On voit mal, cela dit, le Congrès s'opposer à une résolution déjà votée par le Conseil de sécurité.

De son côté, même si aucun calendrier n'est clairement fixé, l'Union européenne lèvera progressivement l'ensemble des restrictions et sanctions aux relations économiques et financières avec l'Iran. L'article C-19 de l'accord autorise : « *Les transferts de fonds entre personnes physiques et morales de l'Union européenne (...) ; les activités bancaires, y compris l'établissement de nouvelles relations*

10. Security Council, [Adopting Resolution 2231](#) (2015), Endorses Joint Comprehensive Agreement on Iran's Nuclear Programme.

bancaires correspondantes et l'ouverture de nouvelles branches et filiales de banques iraniennes sur le territoire des États membres de l'Union européenne ; les supports financiers pour le commerce avec l'Iran (le crédit à l'exportation, les garanties ou assurances) ; l'importation et le transport du pétrole iranien, des produits du pétrole, de gaz et de tous produits pétrochimiques ; l'exportation d'équipements ou technologies pour le pétrole, le gaz et les produits pétrochimiques ; l'investissement dans les mêmes secteurs. »

1.4. Un mécanisme inédit en droit international de « snapback »

En cas de non-respect de l'accord, la communauté internationale a intégré un mécanisme inédit de « *snapback* », qui lui permet de remettre automatiquement en place l'ensemble des sanctions antérieures contre le pays en cas de manquement iranien. Cela évite ainsi toute procédure de blocage au Conseil de sécurité de l'ONU en cas de doute ou litige entre les membres. Le veto n'est donc plus utilisable et il suffira qu'un seul État signataire de l'accord constate une infraction sans explication de Téhéran pour déclencher le fameux *snapback*. Dans un article du *Monde* du 15 juillet 2015 intitulé « Et les diplomates inventèrent l'arme absolue contre le veto »¹¹, l'auteur Salomé Zourabichvili explique : « *le snapback (littéralement "refermer brusquement") (...) Ou comment contourner la paralysie qui s'empare de l'ONU dès qu'un pays membre du club des cinq permanents du Conseil – la Russie pour ne citer personne – décide de mettre son veto pour protéger un pays ami, client ou tout simplement pour nuire aux intérêts de ses rivaux. »*

C'est donc même une avancée en termes de droit international pour lutter contre l'inaction de la communauté. L'accord a aussi permis de parvenir à une solution sans guerre, ce qui, ces dernières années, finissait par être plutôt rare, devant la montée de tant de menaces régionales. Ainsi, l'Iran, d'État paria, aura peut-être même fait avancer l'histoire du droit international à petits pas et remis en selle la diplomatie. Mais il aura fallu dans ce dossier pas moins de soixante ans.

2. Le programme nucléaire iranien : 1957-2014, une longue histoire à rebondissements¹²

2.1. Six décennies de défis et de contestation

Si l'Iran avait toujours clamé vouloir le nucléaire à des fins civiles uniquement, l'emballement mondial et la méfiance à l'égard de Téhéran depuis la révolution

11. « [Et les diplomates inventèrent l'arme absolue contre le veto...](#) », *Le Monde*, 15 juillet 2015.

12. Courte sélection d'après Amazon des livres récents sur le nucléaire iranien et sur l'Iran en général. Nader Barzin, *L'Iran nucléaire*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Thérèse Delpech, *L'Iran la bombe et la démission des nations*, Paris, Autrement, 2006 ; François Géré, *L'Iran et le nucléaire : les tourments perses*, Éditions Lignes de repères, 2006 ; Catherine Grandperrier, *Regards croisés sur un Iran nucléaire*, Paris, L'Harmattan, 2011 ; François Heisbourg, *Iran, le choix des armes ?*, Paris, Stock, 2007 ; Firouzeh Nahavandi, *L'Iran*, Bruxelles, De Boeck, 2014.

islamique ont provoqué ces dernières années une véritable course à la menace qui a peut-être trouvé un épilogue le 14 juillet dernier. La question s'était posée dès le début des années 1970 alors que Téhéran avait signé le Traité de non-prolifération nucléaire, ce qui n'est pas le cas d'Israël notamment. En 1979, avec l'avènement de la révolution islamique, l'Iran perd son qualificatif de « gendarme du Moyen-Orient ». Mais c'est surtout à la fin des années 1980, à l'issue de la guerre avec l'Irak, que les soupçons de la communauté internationale se renforcent contre l'Iran qui est accusé de dissimuler des installations d'enrichissement de l'uranium. L'utilisation par Bagdad d'armes chimiques et la course aux armes de destruction massive entre les belligérants pourraient avoir poussé Téhéran à envisager des usages autres que civils pour son nucléaire. En réalité, le début du travail de l'AIEA allait commencer. Il faut remonter dans l'histoire à 1957, où l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran se lance dans un programme destiné au nucléaire civil, soutenu par... les États-Unis et la France. C'est en 1987 que l'Iran signe un contrat avec le Pakistan – lui-même détenteur de l'arme nucléaire avec son ennemi juré, l'Inde – et la Russie en 1995, pour développer les sites de Natanz et d'Arak. La crise nucléaire iranienne proprement dite naît le 14 août 2002.

Les opposants en exil de l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien révèlent à la communauté internationale la construction en cours d'une installation d'enrichissement d'uranium à Natanz et d'une usine d'eau lourde à Arak, jusqu'alors cachées par Téhéran. Laquelle va jouer la carte de la coopération pour prouver sa bonne foi et son intention de ne faire que du nucléaire civil. Non sans hasard dans un contexte tourmenté avec la guerre contre l'Irak, la communauté internationale va exiger de Téhéran dès 2003 le contrôle de ses installations et les tensions n'auront de cesse de s'accroître jusqu'à la rupture de la collaboration en 2005. C'est en effet avec l'arrivée du président Ahmadinejad — volontiers provocant, mais surtout soucieux que l'AIEA ne s'éternise pas plus longtemps dans le pays alors qu'elle n'avait de toute façon rien découvert jusque-là – que la situation s'aggrave. C'est l'époque de la confrontation des conservatismes, néoconservatisme américain contre conservatisme iranien.

En 2008, l'ayatollah Khamenei, annonce au monde, lors du nouvel an perse, que l'Iran a désormais des quantités substantielles de matières fissiles nucléaires de qualité militaire, ce qui lui permet alors de devenir une puissance du seuil (c'est-à-dire qui maîtrise l'ensemble de la chaîne du nucléaire civil et se positionne ainsi à la limite du nucléaire militaire), qu'aucun traité ne condamne, pas même le TNP. On découvre alors les failles du Traité par le cas iranien. Dénonçant une cabale internationale, l'Iran exige des autres membres qui ont ratifié le TNP qu'ils subissent ce même genre de contrôle et d'inspections et demande à poursuivre ses travaux d'enrichissement d'uranium à des fins civiles. De son côté, la communauté internationale exige de Téhéran qu'il signe un protocole additionnel au TNP afin d'accepter de nouveau les contrôles de ses installations par l'AIEA. S'enchaînent alors les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (la résolution 1737 en

2006, 1747 en 2007, 1803 en 2008, 1929 en 2010), qui exhortent l'Iran à ratifier le protocole additionnel et donc à accepter les contrôles approfondis et à stopper toute activité d'enrichissement et de retraitement de l'uranium tant que subsiste le doute. La coopération est quasi rompue en 2012.

2.2. Les armes de destruction massive, priorité n° 1 des États-Unis depuis le 11 septembre 2001

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive constitue la clé de voûte de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. En 2003, l'administration néoconservatrice de George W. Bush (2001-2009) renverse Saddam Hussein, prétextant de ses soupçons sur l'existence d'un programme d'armes de destruction massive clandestin en Irak. L'ex-secrétaire d'État américain Colin Powell reconnaît aujourd'hui lui-même que les preuves n'en étaient pas. L'ancienne dictature, relativement stable, a cédé depuis la place à un chaos total où de multiples factions rivales s'affrontent, sans aucun contrôle possible de la communauté internationale. Allait-on prendre un risque similaire de guerre avec l'Iran, pays le plus stable de la région ?

Il faut reconnaître à l'Iran, premier pays chiite du monde avec près de 80 millions d'habitants, une stabilité unique dans la région depuis la révolution islamique de 1979. S'il y a eu des mouvements contestataires violents, notamment en 2009, pour protester contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, le Conseil des gardiens de la révolution n'a jamais été ébranlé. Malgré son isolement, Téhéran a gardé une influence stratégique dans la région depuis quarante ans : en Irak où la population est majoritairement chiite, en Syrie avec le régime de Bachar El Assad, au Liban avec le Hezbollah qu'il finance et auprès du Hamas palestinien sunnite depuis que l'Égypte « frériste » s'est éclipsée au profit du régime militaire du président al-Sissi. Ce qui représente un atout majeur dans le contexte actuel de guerre syrienne, et de tensions entre Israël et les mouvements terroristes qui l'entourent.

2.3. « Amalek », la menace constante pour Israël

Pour l'État hébreu, la menace numéro un – le nucléaire iranien – perdure, quel que soit le dirigeant en place. C'est Amalek¹³, l'ennemi juré des Juifs, qui fera tout pour les détruire, eux et leur pays, dans un avenir proche ou lointain. L'arrivée à la présidence d'Hassan Rohani n'a fait que renforcer la méfiance d'Israël, car la communauté internationale, séduite par le nouveau chef d'État, semble à présent plus souple à l'égard de Téhéran.

13. Selon la Torah, la tribu d'Amalek agresse gratuitement les Fils d'Israël pendant l'exode à la sortie d'Égypte. Ce mythe religieux et désormais politique est invoqué dès que la menace existentielle pèse sur le pays et sur les Juifs.

Cette évolution a amené le gouvernement israélien à s'engager davantage encore dans une communication de crise dès l'automne 2012, pour pousser Barack Obama à intervenir alors qu'il était en pleine campagne électorale et que ses relations avec lui étaient détestables depuis son premier mandat. L'objectif de Benjamin Netanyahou, à l'époque, était bien sûr de favoriser son concurrent, Mitt Romney, qui y était favorable.

Mais les craintes de Tel Aviv ne semblent pas entendues. Firouzeh Nahavandi, professeur de sociologie d'origine iranienne à l'Université libre de Bruxelles, précisait en 2014 : « *Depuis l'avènement de Hassan Rohani à la présidence iranienne, les tensions rhétoriques entre les deux pays se sont atténuées et les discours incendiaires ne sont plus à l'ordre du jour. La situation des juifs d'Iran reste constante.* » La question des relations israélo-iraniennes s'inscrit, selon elle, dans le contexte régional mouvant : « *Si dans les discours iraniens, Israël n'est plus évoqué, les autorités israéliennes expriment pourtant encore leur inquiétude à propos de l'amélioration de la situation iranienne au niveau international et l'éventualité de sa place comme interlocuteur au Moyen-Orient. L'augmentation des tensions entre les chiites soutenus par les Iraniens et des sunnites, qui risque d'embraser la région, apparaît actuellement une inquiétude majeure greffée sur le maintien de la puissance nucléaire iranienne que les Israéliens ne considèrent pas comme contenue.* »¹⁴

David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et à l'Institut MEDEA, explique toute l'ambiguïté de Tel Aviv qui pousse celle-ci à choisir des partenaires non moins fréquentables, et ce pour venir à bout de son obsession iranienne : « *Israël a peur d'un Iran nucléaire (au sens militaire du terme). Il veut tout faire pour empêcher l'accession de l'Iran à la bombe et même seulement au statut de "puissance du seuil" ce qui l'a paradoxalement poussé à se rapprocher – de manière sans doute contingente – des pays arabes dont certains comptent parmi les plus rétrogrades (l'Arabie saoudite notamment). Il s'agit d'un choix tactique. Israël, détenteur de la bombe mais non-signataire du TNP et entretenant toujours son ambiguïté stratégique, a très peur du précédent potentiellement constitué par le nucléaire iranien qui pousserait les pays arabes (Arabie saoudite, Égypte, voire...) à s'engager dans la même voie. C'est donc autant contre l'Iran que contre ses voisins arabes que le discours de fermeté israélienne est tenu.* »¹⁵ Pour Netanyahou, le problème dépasse largement le cadre du nucléaire. Il accuse Téhéran de financer un certain nombre de succursales du terrorisme mettant en péril la sécurité de l'État hébreu : l'Iran est derrière le Hezbollah et les incidents sur le plateau du Golan.

14. Interview de Firouzeh Nahavandi réalisée par l'auteur en juin 2014.

15. Interview de David Rigoulet-Roze réalisée par l'auteur en juin 2014.

3. Les conséquences d'un accord historique

3.1. Le sauvetage de l'administration américaine dans la région

C'était une volonté personnelle pour le président Obama, prix Nobel de la Paix 2008, de boucler deux mandats en demi-teinte d'un point de vue de politique internationale par un succès. Après l'effondrement des politiques américaines en Afghanistan et en Irak, son impuissance dans la question israélo-palestinienne, il avait formulé la volonté de renouer des relations avec Cuba, la Birmanie et l'Iran avant son départ de la Maison Blanche en 2016. Choses faites en 2015 pour son seul vrai succès dans la région : « *Pour le président américain, Barack Obama, l'accord iranien, tout imparfait qu'il soit, est un aboutissement. Aboutissement d'un choix politique qui lui faisait dire dès 2007, dans un environnement très hostile à toute solution hors confrontation, qu'il engagerait, s'il devenait président, le dialogue avec les États non démocratiques. Ce qu'il a fait, une fois élu, même si le chemin a été long. La Birmanie, Cuba, et maintenant l'accord iranien sont là pour en témoigner*¹⁶. »

3.2. L'espoir d'une dynamique de paix régionale

C'est là probablement le plus grand défi imposé à la communauté internationale désormais : faire confiance à l'Iran et ne pas gâcher l'accord de Vienne. Karim Emile Bitar, directeur de recherches à l'IRIS, expliquait déjà il y a quelques semaines que l'accord entraînerait « *un changement paradigmatique majeur au Moyen-Orient, qui viendrait mettre un terme à 36 années de Guerre froide et d'hostilité viscérale entre l'Iran et les États-Unis. Ceci entraînerait par conséquent des bouleversements géostratégiques importants, mais ceux-ci ne produiront leurs effets que dans la durée*¹⁷ ». Pour ce qui est des grands équilibres, les pays les plus affectés négativement seront l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie, qui avaient tous trois profité de la marginalisation politique ou économique de Téhéran. Par contre, nonobstant tous les discours alarmistes de Netanyahu, cet accord ne représente pas du tout une « menace existentielle » pour Israël. Bitar précise : « *Fort de ces concessions iraniennes, Obama espère un scénario où l'Iran révolutionnaire deviendrait progressivement, de par son ouverture économique, une puissance plus raisonnée et conservatrice, qui l'aiderait à se retirer d'Afghanistan, à affronter Daech, et à résoudre les crises irakienne et syrienne. C'est un pari très risqué, à l'issue incertaine, mais l'Amérique mise aussi sur la société civile iranienne, qui est beaucoup plus ouverte, occidentalisée et moderne que son régime, une société qui a accueilli très favorablement cet accord. La société et les réformateurs ont soif d'ouverture.* »

16. Corine Lesnes, « [Obama et le rêve d'un monde sans armes nucléaires](#) », *Le Monde*, 15 juillet 2015.

17. Interview privée réalisée le 18 juillet 2015.

Mais le scénario à surveiller serait celui qui verrait l’Iran profiter des retombées économiques favorables de cet accord pour poursuivre sa montée en puissance régionale, qui a été spectaculaire depuis l’invasion américaine de l’Irak en 2003. Tout dépendra de l’évolution que Téhéran entretiendra avec ses alliés régionaux : la Syrie et le Hezbollah ou *quid* de l’arc chiite ? Il faudra observer la manière dont Téhéran se positionnera d’un point de vue international sur les nouveaux dangers régionaux que sont Daech et la dissolution de l’État irakien, mais également sur l’avenir du régime baasiste en Syrie qu’il soutient inconditionnellement depuis 2011 (dans un contexte où, pour certains, le soutien à Bachar El Assad finirait par être le moins mauvais rempart contre l’État islamique et les différentes factions islamistes locales). Dans un article intitulé « *An Iran deal won't stabilize the messy Middle East — but maybe Arab states can* », paru le 14 juillet 2015 sur le site de *Brookings*¹⁸, Tamara Cofman Wittes reprend les propos du président Obama : « *Mon soutien à l'accord ne signifie pas qu'il résoudra tous nos différends avec l'Iran. Nous partageons l'inquiétude exprimée par nombre de nos amis du Moyen-Orient, notamment Israël et les pays du Golfe, au sujet du soutien iranien au terrorisme et à son rôle dans la déstabilisation régionale.* » En réalité, la compétition pour le leadership régional va être réouverte et l’auteur de l’article analyse parfaitement les rivalités qui vont s’installer en dehors de toute intervention extérieure notamment des États-Unis : « *L'inclination de l'Iran pour un leadership régional est ancienne et la politique chaotique du monde arabe depuis 2011 a donné à la République islamique des occasions sans précédent de s'insérer dans la politique régionale. Il est étonnant de réaliser à quel point deux décennies d'engagement militaire américain au Moyen-Orient, aussi catastrophiques soient-elles, ont à ce point redéfini les espérances des pays du monde arabe, à tel point qu'il n'imaginent pas vivre sans et dans la peur d'une dérive de la part des pays du Golfe ou de l'Iran qui conduirait à un retour en force des troupes américaines sur leur sol.* »

Les pays arabes en tout cas doivent se prendre en main : le désengagement américain était déjà pour certains un signe d’inquiétude, pour certains, ce retrait a eu peut être encore moins d’importance que la nouvelle donne iranienne. Mais ce qui est sûr, c’est que la paix de la région ne tiendra pas que par la capacité de l’Iran à se présenter sous un nouveau jour.

3.3. L’impact pour la politique étrangère iranienne dans la région

C’est donc un triple défi auquel sera confrontée la diplomatie iranienne dans les mois à venir et qui doit surfer sur son succès du 14 juillet : rassurer et convaincre les États-Unis, les pays du Golfe et Israël de sa bonne foi. C’est quasiment mission impossible pour ce dernier. Mais un leadership et un médiateur qui veut réussir doit passer par là. Le jour même de l’accord, le ministre iranien Zarif, toujours dans cette interview déjà citée pour *Al-Monitor*, lançait lui-même cet appel : « *Je lance un appel*

18. Tamara Cofman Wittes, « [An Iran deal won't stabilize the messy Middle East — but maybe Arab states can](#) », Debating the Iran deal, *Brookings*, 14 juillet 2015.

à tous nos amis et frères du golfe Persique (sic), du monde arabe en général, en leur disant que l'Iran est prêt à s'engager en toute bonne foi et dans le respect mutuel, à de bons rapports de voisinage et de fraternité islamique. Nous avons beaucoup de défis communs sur lesquels nous battre et nous avons beaucoup d'occasions communes de profiter de ce moment pour commencer à marcher ensemble. C'est en tout cas aujourd'hui la priorité de mon gouvernement : nous engager avec nos voisins, pour lutter contre l'extrémisme et le terrorisme, les défis les plus importants dans notre région¹⁹. »

Mais il faut bien avouer que l'on peut encore en douter aujourd'hui. Dans une interview du 9 avril 2015²⁰, Karim Bitar est sceptique : *« Autant l'accord sur les questions nucléaires est très solide, de l'avis de l'écrasante majorité des experts en non-prolifération, autant l'incertitude continue de prédominer quant à l'avenir de la politique étrangère de Téhéran et notamment sur sa projection de pouvoir dans le monde arabe. L'Iran ne s'est engagé à rien ni sur l'Irak, ni la Syrie, ni sur le Liban ni sur le Yémen. Les Iraniens ne renonceront pas à leurs ambitions régionales. Ils ont habilement profité des erreurs américaines depuis quinze ans pour méthodiquement placer leurs pions. En 2015, Téhéran influence plusieurs capitales arabes. »* Le rapport de forces internes déterminera l'évolution du pays : si les modérés profitent de cet accord pour reprendre du poids, ils peuvent engager la nation entière dans une certaine retenue afin de continuer à rassurer la communauté internationale. Mais si les conservateurs maintiennent leur pression et leur pouvoir, le président Rohani risque bien de subir le même sort que le dernier président réformateur. Mohamed Khatami, en effet, n'était jamais parvenu à réformer les institutions, tout en développant des relations avec le reste du monde et céda sa place au radical Ahmadinejad en 2005. Mais on le voit bien, les derniers propos du Guide suprême Ali Khamenei, lors de la fête d'Aid El Fitr le 18 juillet 2015, ne poussent pas à penser à une évolution rapide du pouvoir. Pour Khamenei, qui poursuivait sa rhétorique agressive, les États-Unis restent un ennemi qu'il faut combattre malgré l'accord²¹ : *« Nous n'avons aucun dialogue avec les États-Unis sur les questions internationales, régionales ou bilatérales. Quelquefois, comme dans le cas nucléaire, nous avons négocié avec les États-Unis sur la base de nos intérêts. »*

3.4. La position des Saoudiens par rapport à l'accord iranien et leurs alliés américains

La relation entre les États-Unis et leur principal allié régional, l'Arabie saoudite, bien qu'à géométrie variable, est probablement à un tournant de son histoire. Les Saoudiens craignaient avec le renversement de l'Irak de Saddam Hussein une

19. Interview déjà citée à *Al-Monitor* du 14 juillet 2015.

20. Caroline Hayek, *« Incertitude quant à l'avenir de la politique étrangère de Téhéran »*, *L'Orient-Le Jour*, 23 juillet 2015.

21. *« Nucléaire iranien : l'ayatollah Khamenei dénonce "l'arrogance" des États-Unis »*, *Le Point* d'après l'AFP, 18 juillet 2015.

montée en puissance de l'Iran. Ce fut chose faite, une situation désormais renforcée par l'accord du 14 juillet. Si le pacte du Quincy scellant l'alliance américano-saoudienne en 1945 a été officiellement renouvelé dans les esprits, il semble remis en cause par Riyadh qui souhaite de nouvelles garanties. C'est aussi l'occasion indirecte, pour les Saoudiens comme pour les Iraniens, en les renvoyant dos à dos, de leur demander de se réformer de l'intérieur notamment en matière de droits de l'homme. Obama peut y croire. Quoi qu'il se passe d'un point de vue politique, les deux pays resteront proches, ne serait-ce que parce que l'Arabie saoudite demeure le premier client de l'industrie américaine de l'armement. Mais elle ne sera peut-être plus l'allié privilégié des États-Unis dans la région. Riyadh a déjà demandé aux États-Unis des compensations diplomatiques et non militaires : un soutien à la résolution de la question israélo-palestinienne sûrement pour relancer le plan de paix saoudien de 2002 qui avait échoué, puisque les États-Unis n'ont plus vraiment de plan B²². Il se pourrait alors que l'on retrouve un rapport d'avant 1979, au moment où les États-Unis avaient des relations étroites aussi bien avec l'Arabie saoudite qu'avec l'Iran.

3.5. La nouvelle croisade d'Israël contre l'accord iranien

La réaction en Israël a été immédiate. Depuis des semaines, le gouvernement de Netanyahu s'inquiète, dénonce et demande aux États-Unis de revenir sur leur position. Pourtant, Israël récolterait tous les bénéfices de l'accord avec l'Iran, mais n'arrive pas à le concevoir. Amalek reste Amalek. C'est un syndrome et le nouveau visage que présente l'Iran est une illusion et une diversion. Certes, mais les faits sont pourtant là et jouent en faveur de Téhéran : il peut y avoir entre les trois pays une contingence d'intérêts et un jeu gagnant pour tous. Dans l'interview privée déjà citée, David Rigoulet-Roze le précise : *« Et si le régime iranien finissait par changer, on peut penser que l'Iran ne serait pas toujours anti-américain – la jeunesse iranienne étant pro-américaine, contrairement à la “rue arabe” – ni nécessairement antisioniste (le judaïsme est reconnu comme religion en Iran et les Juifs ont même deux députés au Majlis iranien). »*

Dès le lendemain de l'accord, Netanyahu poursuivait son offensive en s'empressant d'obtenir rapidement des « compensations » militaires américaines. Compensations qui lui ont déjà quasiment été octroyées : il en était déjà question avant l'accord²³ puisqu'un article du *Haaretz* du 20 mai 2015 parlait de négociations pour l'octroi d'avions de chasse F-35 (dont 35 ont déjà été commandés), des systèmes de défense anti-missiles qui viendraient renforcer le « dôme d'acier » qui est déjà en place en Israël et une coopération sécuritaire renforcée entre le Mossad et la CIA. Pour lui en réalité, ce qu'Israël veut obtenir, c'est un « parapluie

22. Zvi Bar'el, « [After Iran deal, time for U.S. to pamper Saudi Arabia](#) », *Haaretz*, 16 juillet 2015.

23. Amos Harel, « [Washington, Jerusalem discussing massive compensation for Iranian nuclear deal](#) », *Haaretz*, 20 juillet 2015.

américain », une garantie sécuritaire qui pourrait prendre la forme d'un accord stipulant que toute attaque de l'Iran contre Israël serait considérée comme une agression visant les États-Unis. Il y a donc fort à parier que les années à venir verront les réseaux d'alliance se redessiner, poursuivre leur évolution, transformer leur nature même. Le plus surprenant serait bien sûr une réconciliation historique israélo-iranienne contre d'autres futurs ennemis communs.

En effet, le rapprochement d'Israël avec le Hamas contre l'État islamique à Gaza était encore inconcevable jusqu'il y a quelques mois, puisque le Hamas bénéficiait du soutien de Téhéran.

3.6. L'accord vu du côté iranien : l'état de grâce

Du côté du pouvoir iranien

On attendait beaucoup du nouveau président iranien Hassan Rohani à son élection en 2013. Au-delà des critiques sur la politique interne encore restrictive en termes de droits de l'homme, on ne peut que saluer la performance du président qui aura scellé cet accord avec le reste du monde après tant d'années de provocation de la part de l'ancien président Ahmadinejad qui n'aura pas servi son pays au mieux. C'était un engagement de campagne de Rohani. Dans un discours télévisé le soir de l'accord, il parlait « d'une fin et d'un début », en ayant réussi à négocier avec le reste du monde, mais aussi avec le Conseil des gardiens de la révolution de Khamenei. Cet accord de l'extérieur amènera probablement une ouverture progressive de l'intérieur du pouvoir. La presse iranienne s'en est fait l'écho. Le quotidien réformateur *Etemaad* titrait le 15 juillet 2015 « Une nouvelle ère » et son éditorialiste Javad Daliri précisait avec émotion : « *Rares sont les événements qui changent le cours de l'Histoire. Sans aucune exagération, les pourparlers entre l'Iran et les pays du groupe des E3/UE+3 en sont un* », poursuit ce journaliste. Un autre quotidien réformateur, *Shargh*, titrait « La victoire sans guerre », rendant hommage aux négociateurs iraniens qui ont évité le pire au pays. Même une partie de la presse conservatrice a eu du mal à cacher son optimisme, après s'en être pris violemment depuis plusieurs semaines à l'équipe diplomatique iranienne. Certains titres plus radicaux comme *Kayan* poursuivent leurs attaques en condamnant l'accord et la capitulation de l'Iran sur des lignes rouges définies par Khamenei et qui auraient été violées.

En tout cas, la « diplomatie du pétrole » reprend déjà des couleurs depuis l'accord pour le troisième producteur de la région (avec 9,6 % des réserves mondiales prouvées)²⁴ : une première coopération avec des compagnies pétrolières russes a été annoncée après l'accord alors que les négociations ont déjà entamées depuis des mois²⁵.

24. [Statistiques de la production mondiale de pétrole](#), Planetoscope.

25. « [Pétrole contre marchandises : Russie et Iran sur le point de lancer le programme](#) », RBTH, 9 juin 2015.

Du côté de la société iranienne

Il y a le corps des Gardiens de la révolution d'un côté et puis la société et la jeunesse iranienne très moderne et connectée de l'autre. Il y a un ancien président non religieux très conservateur, Ahmadinejad qui a poussé l'Iran dans l'abîme par ses provocations, et il y a un nouveau président Rohani depuis 2013 religieux mais modéré. L'Iran n'est bien sûr pas monolithique et il était difficile d'imaginer autre chose le soir de l'annonce de l'accord que des scènes de liesse des Iraniens ne rêvant que d'une chose : être dans la même vague de modernité capitaliste, libérale et démocratique qu'une partie du monde occidental. Des centaines de personnes sont descendues dans les principales artères de la capitale pour fêter une page qui se tourne dans leur pays. C'est à la fois spontanément les portraits de Zarif, le ministre des Affaires étrangères qui étaient brandis, mais aussi ceux de Rohani ou Moussavi, le candidat réformateur malheureux des élections de 2009. Le pays tout entier savoure l'idée d'avoir surtout après des années de sanctions probablement échappé à une guerre.

D'un point de vue économique

C'est là, après l'espoir d'une nouvelle dynamique de paix, le second pan fondamental de ce réchauffement des relations entre l'Iran et le reste du monde. L'Allemagne et la France, par la voix respective de leurs ministres de l'Économie ou des Affaires étrangères, l'ont manifesté. Laurent Fabius, l'actuel ministre français des Affaires étrangères est déjà invité à Téhéran²⁶, et l'actuel ministre allemand de l'Économie, Sigmar Gabriel, était déjà dans la capitale iranienne le 18 juillet dernier.

L'arrêt des sanctions permettra à l'Iran en effet de libérer 100 milliards de dollars par an, ce qui n'est pas rien pour le marché régional et mondial qui guette l'opportunité depuis des années. Et surtout, cela permettra un renforcement de la présence d'entreprises étrangères déjà présentes en Iran comme Danone, Total, Renault, Vinci et Airbus ou LVMH²⁷, et qui pourront bénéficier enfin d'une plus grande ouverture à l'international. Dans *Le Soir* du 16 juillet 2015, la reprise d'une dépêche de *l'AFP*, précisait que d'autres pays encore guettaient la première opportunité pour retourner en Iran : « *La ministre italienne du Développement économique, Federica Guidi, a de son côté annoncé qu'elle était aussi prête à partir pour Téhéran à la tête d'une mission commerciale (...) l'Italie étant le premier partenaire économique et commercial de l'Iran avant les sanctions* ».

Côté belge, le pays ne sera pas en reste et des missions s'organisaient jusque 2014. En effet, *Tractebel Engineering* et *Exmar* ont d'énormes perspectives : constructions de barrages hydroélectriques ou de méthaniers notamment²⁸.

26. Sur les ondes d'*Europe 1*, le 14 juillet 2015, Laurent Fabius, déclarait que « *Le commerce est très important, ça permet la croissance. C'est très important pour les Iraniens, c'est très important pour nous* ».

27. Chambre franco-iranienne de commerce et d'industrie.

28. Christine Scharff et Olivier Gosset, « [Les sociétés belges guettent avec impatience la fin des sanctions en Iran](#) », *L'écho*, 16 juillet 2015.

« D'après l'Agence wallonne pour l'exportation (Awex), quelque 160 entreprises de Wallonie ont déjà marqué leur intérêt pour l'Iran »²⁹.

Il devrait y avoir également des perspectives pour le secteur pharmaceutique qui voit ce nouveau marché avec confiance, et l'aéronautique ou les télécommunications, dans laquelle la Wallonie est engagée via plusieurs entreprises (dont Techspace Aero et les entreprises filiales du groupe Thalès).

Et si demain les sanctions étaient remises en place en cas de litige ? Il faut bien reconnaître que si le marché s'ouvre, il ne sera pas simple, même via le « *snapback* », de refermer la porte, comme le confirme le chercheur Clément Therme, associé à l'EHESS-Paris et spécialiste de l'Iran contemporain : « *Même s'il y a la possibilité de rétablir les sanctions en un peu plus de soixante jours, cela va être difficile politiquement pour les gouvernements d'obliger leurs entreprises à quitter le marché iranien*³⁰... »

* * *

L'auteur

Sébastien BOUSSOIS, docteur ès sciences politiques, est chercheur associé à l'ULB (Université Libre de Bruxelles), au Centre Jacques Berque (CNRS-Rabat) et à l'OMAN (UQAM, Université de Montréal), auteur notamment de « *Sauver la mer Morte, un enjeu pour la paix au Proche-Orient* » (Armand Colin, 2012). Il est par ailleurs président du CCMO (Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient) et a été conseiller scientifique à l'Institut MEDEA (Institut de Coopération méditerranéenne et euro-arabe) à Bruxelles. Son dernier ouvrage « [Israël entre quatre murs, la politique sécuritaire dans l'impasse](#) », est publié aux éditions du GRIP (Bruxelles). Il est consultant en prospective stratégique Moyen-Orient et relations internationales et s'intéresse de près aux questions politiques, sociales et sécuritaires au Moyen-Orient.

Avec le soutien de la



Wallonie

29. *Ibid.*

30. Victor Point, « [Iran: 'C'était soit cet accord, soit la guerre'](#) », 20 minutes, 15 juillet 2015.